

ENTRE 2 LIGNES

DIX ANS DU COLLECTIF URGENCE PALESTINIENNE VAUD



Photo man. et Landoume

DIX ANS D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

- juin 2012 -  
numéro spécial  
gracieusement offert

Collectif Urgence Palestine - Vaud,  
Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse  
Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch



# EDITORIAL

## Pourquoi marquer ainsi ce dixième anniversaire du Collectif Urgence Palestine – Vaud ?

**V**us dans une perspective géopolitique ou mesurés à l'aune des séismes qui secouent le Proche et Moyen Orient, les résultats de dix ans d'activité du CUP Vaud ne sont guère perceptibles – et la poursuite accélérée de la colonisation en Cisjordanie, comme l'impunité totale dont Israël continue à jouir malgré ses violations constantes et répétées du droit international et humanitaire, pourraient nous faire croire à la vanité de nos efforts.

Mais le travail du CUP est-il pour autant insignifiant ? Disons plutôt qu'il relève du domaine des nanotechnologies, à la manière d'un « agent » qui vise, dans sa sphère restreinte, à faire muter les consciences et répandre autour de lui l'idée que vivre dans la dignité est un droit absolu et non négociable de tout être humain. D'autres « agents » opèrent d'une manière similaire un peu partout dans le monde, les organisations de soutien à la cause palestinienne, bien sûr, mais aussi les collectifs d'« indignés » qui luttent contre la dictature des pouvoirs financiers, ou les communautés paysannes d'Afrique et d'ailleurs qui mènent la résistance contre les transnationales de l'agro-alimentaire – tous sont porteurs du même espoir.

Pour diverses raisons qui sont propres à chacun, les membres et les sympathisants du CUP Vaud ont choisi de mener ce combat aux côtés du peuple palestinien, à qui les

droits les plus élémentaires sont déniés depuis plus de soixante ans. Chacune et chacun s'est engagé à sa manière : certains nous ont accompagnés depuis le début et sont toujours présents, d'autres ont fait un bout de chemin avec nous avant de partir vers d'autres horizons, mais tous ont contribué à faire du CUP Vaud ce qu'il est. Cette plaquette leur est dédiée.

*La rédaction*

# LES DIX ANS DU COLLECTIF URGENCE PALESTINE - VAUD

La création du CUP n'est pas le fruit du hasard : elle s'est produite dans un contexte historique qu'il nous semble important de rappeler.

Les accords d'Oslo (13. 09. 1993) consistaient en un principe de partage comme fondement d'une solution au conflit. Le document représentait le point de jonction entre la volonté israélienne d'accepter quelques compromis territoriaux et la disposition de l'OLP à engager des négociations de paix autour de cette « déclaration de principes ». Ces futures négociations de paix devaient s'articuler autour des discussions concernant :

La question de Jérusalem

Le sort des réfugiés

Les implantations juives, dont le gel était prévu par ces accords.

Mais dès 1994, Israël se lance dans une campagne de construction créant de nouvelles colonies, dressant des barrières, avant même l'ouverture des négociations, imposant sa supériorité sur le terrain de manière violente (arrestations, détentions, humiliations, démolitions de maisons), interdisant le libre passage entre la Cisjordanie et Gaza, et développant ainsi sa politique d'occupation, tout cela à l'encontre des directives d'Oslo.

Après avoir fait naître l'espoir, l'indignation et l'exaspération refoulées se transforment en révolte après l'échec de Camp David et

l'ultime provocation d'Ariel Sharon qui viole l'intégrité de l'Esplanade des Mosquées le 28 septembre 2000, et déclenchent une explosion de colère du peuple palestinien entraînant immédiatement la deuxième Intifada. La répression israélienne de ces manifestations spontanées fait plus de 200 morts en un mois, générant une politique de liquidation des activistes palestiniens et de nombreuses exécutions extrajudiciaires. L'Autorité Palestinienne fait alors appel pour l'envoi de Casques bleus, mais rencontre le veto des Etats-Unis. La société civile palestinienne lance alors un appel à la société civile internationale pour l'envoi de missions d'observation. Cet appel trouve un écho auprès d'hommes et de femmes indignés par la brutalité de la répression armée israélienne qui vient s'ajouter à la stagnation du processus de paix, ainsi qu'à la poursuite de l'occupation israélienne et à l'expansion des colonies. La société civile internationale décide de réagir. En Suisse, des Genevois et des Lausannois issus de diverses associations créent un comité provisoire de soutien au peuple palestinien et le **20 mars 2002, le Collectif Urgence Palestine de Lausanne** voit le jour.

Les principes directeurs sont ceux de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, libre de toute occupation et colonies israéliennes, et notamment le droit au retour des réfugiés. La volonté de ses

membres étant de s'opposer à la campagne de terreur menée par l'occupant au mépris du droit international et des Conventions de Genève, et de soutenir la lutte de libération du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits. Ceci en dehors de toute allégeance à quelque parti ou doctrine que ce soit.

Les deux principales voies d'action seront **l'information** sous différentes formes (conférences, médias, stand, manifestations etc.) et la participation **aux missions civiles**.

**En Septembre 2001 à Durban**, la rencontre de trois mille ONG lors de la troisième conférence internationale contre le racisme débouche sur un appel au lancement d'un mouvement international contre la politique d'apartheid israélienne, à l'image de celui qui s'était développé contre l'Afrique du Sud. Le CUP relaie cet appel en cosignant une déclaration en faveur du boycott des produits israéliens jusqu'à la fin de l'occupation.

**En avril 2002, la première mission civile suisse**, à laquelle participent certains de nos membres, arrive en pleine **opération « Rempart »** pendant laquelle l'armée israélienne perpète le massacre de Jénine. Elle prend également pour cible les structures de l'Autorité Nationale Palestinienne, enfermant Arafat à la Moukata, détruit systématiquement les infrastructures et reprend l'occupation de la Cisjordanie avec les démolitions de maisons, les bombardements de camps de réfugiés, la destruction des champs d'oliviers et les arrestations massives.

Voici le rapport d'une des premières missions civiles à laquelle ont participé certains de nos membres et qui donne une image assez précise de la façon dont se dérouleront un certain nombre de celles qui vont suivre, avec à chaque fois les mêmes (voire pires) tracasseries israéliennes, mais toujours le

même accueil chaleureux des Palestiniens.

« Le 27 mars 2002 partait de Genève la mission suisse pour la protection du peuple palestinien. Composée de 27 personnes d'origines, de professions et d'appartenances politiques diverses, c'est la première mission suisse de ce type. Elle s'était organisée à l'appel du Collectif Urgence Palestine de Genève, suite à une manifestation du 12 janvier 2002 qui avait rassemblé plus de 1200 personnes à Genève.

La mission arrive le 28 mars à Tel-Aviv. Dans l'avion, on apprend qu'un attentat a fait de nombreux morts à l'occasion de la Pâques juive. Dès le 28 mars, le gouvernement israélien met en place un dispositif qui va s'avérer redoutable : c'est l'opération « Rempart » qui par sa violence va être sanguinaire, destructrice pour tous les territoires occupés.

Pour nous, une première mesure va consister à nous bloquer dans l'aéroport avec 300 Italiens, membres de la solidarité.

La mission « éclatée » se reconstitue à l'hôtel New Imperial à Jérusalem, après une série d'interventions de représentants diplomatiques suisses. Nous retrouvons des camarades français venus avec José Bové, des militants antimondialistes italiens, des représentants de Via Campesina, des pacifistes israéliens, des représentants d'ONG palestiniennes.

Dans ce contexte de « guerre », nous allons manifester de toutes les façons possibles et pendant toute la mission, avec les groupes italiens et belges et avec les opposants israéliens.

Toutes les manifestations sont contrôlées et surveillées de près par l'armée israélienne. A Ramallah, les blindés nous entourent et nous menacent, précipitant la fin des discours. A la Maison d'Orient à Jérusalem, la police montée sur des énormes chevaux fend la foule et blesse des manifestants. La Maison d'Orient était encore un symbole de la présence pa-

lestinienne à Jérusalem-Est, elle est occupée par les Israéliens. Les militants italiens sont en tête, avec leurs gilets jaunes « un autre monde est possible ». L'approche est interdite par les forces de sécurité, la manifestation est réprimée avec charge à la matraque et police montée.

Le même jour, nous manifestons avec les *refuzniks* devant le bureau de Sharon.

Le soir, l'armée envahit notre hôtel et interrompt notre réunion pour contrôler notre identité.

Les jours suivants, nous manifestons à divers endroits, par exemple devant la prison militaire no 6 A d'Atlit, au sud de Haïfa, et nous nous installons sur une colline, en solidarité avec les prisonniers. Le 29 mars nous participons à la manifestation des *Femmes en noir* : leur mot d'ordre est simple : « Pas en mon nom ». Israéliennes et Palestiniennes manifestaient régulièrement côte à côte sur la place de France depuis la première Intifada, en 1987, mais actuellement les femmes palestiniennes ne peuvent plus venir, elles sont interdites d'accès à Jérusalem-Ouest. Les colons sont là aussi, armés. La fanfare italienne de solidarité qui nous accompagne dans toutes les manifestations joue l'Internationale et Bella Ciao.

A Bethléem, nous forçons le check-point et nous permettons ainsi à des Palestiniens d'entrer dans la ville, les gens sont surpris et accueillants : les internationaux ont brisé le bouclage que la population de Bethléem vivait depuis un an.

Nous nous partageons en groupes : certains vont pour la journée de la Terre dans le Néguev, en soutien aux Bédouins, d'autres manifestent à Rama, check-point important devant Bethléem.

Nous sommes accueillis par le Dr. Zaaka de l'association Ahali et par un responsable du département de géographie de l'Université de Beer Sheva qui assiste les Bédouins (130'000 encore présents) qu'on a chassés

des terres de migration, et les villages sans nom qui n'existent pas sur les cartes. Les défoliations de cultures, les arrachages d'oliviers par l'armée, l'interdiction de l'élevage des chèvres noires (seules acclimatées) sont le lot des Bédouins.

Nous tenons un meeting rassemblant plus de 3'000 personnes avec l'association Via Campesina, regroupant divers courants d'Amérique latine et de France (José Bové).

Une partie de la mission s'est rendue à Gaza. Là, nous avons pu visiter la région relativement sans menaces, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, mais elle était encore sous occupation israélienne et représentait un danger relatif, toutes proportions gardées, dans la mesure où nous avons pu voir les effets des destructions de tous les bâtiments publics et des quartiers populaires de Jabalya.

Le 2 mai nous sommes rentrés en Suisse alors qu'une partie de la mission était encore encerclée à Dheishe, dans la banlieue de Bethléem et que Christophe D. avec d'autres résistaient courageusement pendant 32 jours dans la Moukata à Ramallah, protégeant ainsi le Président Arafat.

La mission restée bloquée à Dheishe est sortie après quatre jours, avec des voitures diplomatiques, sous le tir nourri de l'armée israélienne.

Voilà ce que Christophe D. écrit dans le rapport de la première mission suisse, témoignage qui correspond bien à notre sentiment :

*« Durant ce siège et l'occupation de Ramallah, nous avons eu l'occasion d'être les témoins privilégiés de ce que le gouvernement israélien veut faire passer pour des occupations limitées de sécurité « de lutte contre le terrorisme, » pillages, blocages et vols de vivres, mensonges aux autorités diplomatiques, mépris total pour toutes les conventions de l'ONU, mais surtout destruction*

*systematique de toutes les infrastructures de l'autorité palestinienne, des ONG et des médias. »*

Arrivés en Suisse, nous avons tout de suite organisé des rassemblements de solidarité : le premier s'est tenu à la Place Chauderon à Lausanne et nous avons pu témoigner de ce que nous avons vu et vécu.

L'impression la plus forte était que les Palestiniens sont complètement isolés. Seul un mouvement de solidarité pouvait rendre compte de l'occupation subie et d'en témoigner publiquement. »

*(Rapport de Pierrette Iselin).*

### **Ce fut la première manifestation publique du Collectif Urgence Palestine Vaud**

Comme dit Christophe D. :

« De ces expériences vécues dans la première mission, on en ressort marqué mais aussi enrichi de cette force qui anime le peuple palestinien »

(Rapport sur la Moukata, Collectif Genève, mai 2002)

### **25 mai 2003 : Le gouvernement israélien décide d'adopter « la Feuille de route ».**

Mais les réserves israéliennes qui la concernent sont telles qu'elles font passer ce document de statut d'initiative diplomatique à celui du diktat israélien sur des Palestiniens vaincus qui auraient abandonné toute forme de lutte. Aux yeux des Israéliens il s'agit de mettre en place un gouvernement fantoche présidé par Abu Mazen qui devait liquider la Résistance palestinienne et les « terroristes ». Abu Mazen refuse de risquer de déclencher la guerre civile sanglante que cela aurait inévitablement entraîné. De son côté Ariel Sharon ne tient pas les engagements parallèles de démanteler les quelques 110 avant-postes des colonies construits depuis 2000 et a

refusé l'accord de cessez-le-feu en continuant bouclages, limitation de liberté, destructions et confiscations de terres, accélération de la construction du Mur, constructions de colonies, arrestations et assassinats. La montée en puissance de cette politique de provocation est de pousser les Palestiniens à la faute, afin de pouvoir monter d'un cran la politique de répression. Elle atteint son but le 19 août lors d'un attentat contre un bus à Jérusalem. Israël qui n'attend que cela accélère ses assassinats systématiques de leaders et activistes palestiniens.

**Pendant toute cette période de 2002 à 2004,** la mise en place du CUP-Vaud se concrétise avec un développement croissant de membres et sympathisants, en corollaire du nombre grandissant d'activités et d'engagements.

**La mise en place d'un stand d'information voit le jour en mai 2002.** Tous les samedi matin une équipe de bénévoles déploie ses « armes » sur le marché lausannois, par tous temps et avec une persévérance exemplaire. Ce stand diffuse des informations sans cesse mises à jour sur les événements qui se déroulent en Palestine, invite les passants à signer des pétitions et propose des produits artisanaux dont les bénéfices servent à financer des actions sur place. C'est également le lieu privilégié de contacts et de discussions avec la population. Le stand devient vite « la cheville ouvrière » du CUP qui maintient coûte que coûte cette source d'informations très précieuse.

Durant cette période **les Missions civiles se multiplient** avec la participation de plusieurs membres du CUP, notamment en octobre 2004 avec la mission Femmes à Tulkarem. A la suite de cette mission, le CUP s'engage financièrement à soutenir les projets et les combats de ces femmes engagées dans la résistance quotidienne du peuple palestinien.



**L'édition de brochures**, une douzaine jusqu'à cette date, et la publication de **la revue « Entre les lignes »**, contenant des articles d'auteurs, historiens et journalistes engagés (M. Warchawski, A. Gresh, Jeff Halper, E. Saïd, T. Haddad) contribue à enrichir nos moyens d'information et de diffusion.

**La mise en place de conférences et meetings destinés soit aux sympathisants soit au grand public** permet de diffuser beaucoup plus largement les informations sur la situation palestinienne grâce aux témoignages des retours de missions ou à la participation de « personnalités » palestiniennes, voire israéliennes. Parmi elles, citons :

Toufiq Haddad, Georges Haldas, Michel Buhler, Fadwa Barghouti, (épouse de Marwan Barghouti) Georges Gumpel.



**Création d'un atelier d'étude de textes ou d'ouvrages** à des fins d'analyse pour une meilleure compréhension des thématiques autour du conflit israélo-palestinien : L'orientalisme au travers des artistes européens, Herzl et la naissance du sionisme, le livre d'Ilan Pappé « Une Terre pour deux Peuples » sont des sujets passionnants et riches d'enseignements

sous la conduite très efficace de Marc W. Ces études seront hélas abandonnées au départ de celui-ci.

**Le groupe Boycott, en liaison avec la coordination suisse,** entreprend un travail de pression auprès de l'administration suisse, des grands magasins, de l'armée, du procureur de la Confédération etc.

D'autres activités plus larges, souvent en lien avec d'autres collectifs ou associations, (CUP Genève, ASP, ASSP,...) sont mises sur pied. Ainsi, la manifestation de mars 2004 contre « les » occupations, les signatures de pétitions, qui en ces premières années, concernent la collaboration militaire et économique entre la Suisse et Israël, la construction du Mur, et le respect des Conventions de Genève. Lesquelles sont plus que violées lors de l'opération « **Jour de pénitence** » le **6 octobre 2004** qui voit Gaza noyée dans le sang de ses 129 morts. N'oublions pas que le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de justice avait émis une recommandation pour le démantèlement du Mur, recommandation adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Recommandation de principe semble-t-il car la politique de l'UE ne s'engage pas dans cette voie, refusant toute pression sur Israël et admettant même cet Etat dans l'Espace Economique Européen !



*Mission syndicale 1er mai 2004*

**2005 : le Cup atteint sa maturité et foisonne d'activités,** notamment celle de l'information auprès de public au travers de bon

nombre de meetings et témoignages et l'appel au boycott.

**9 janvier 2005, le CUP envoie un observateur à l'élection présidentielle en Palestine.** Il fera rapport à l'assemblée générale.

**Le 10 juillet 2005, la Société Civile Palestinienne lance « l'appel au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions »** contre Israël, jusqu'à ce que celui-ci applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme.

Un an après que l'avis consultatif historique de la Cour Internationale de Justice ait jugé illégal le mur qu'Israël construit sur le territoire occupé, Israël continue la construction de ce mur, continue à accroître les colonies juives. Israël pratique un système de discrimination raciale de ses propres citoyens arabes-palestiniens.

A la lumière des violations persistantes du droit international par Israël, les représentants de la Société Civile Palestinienne invitent les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de désinvestissements contre Israël tels que ceux appliqués en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Les initiateurs de l'appel posent trois conditions à respecter par Israël pour que soit mis fin à la campagne de boycott, conditions significatives en ce qu'elles consacrent formellement l'unité du peuple palestinien :

- fin de l'occupation et de la colonisation, pour les Palestiniens des territoires occupés,
- égalité des droits absolue avec les citoyens juifs, pour les citoyens palestiniens d'Israël,
- reconnaissance du droit au retour, selon la résolution 194 de l'ONU, pour les Palestiniens de la diaspora.

Cet appel au boycott a été signé par 173 as-

sociations, organismes, partis et syndicats palestiniens

C'est la période **du plan de désengagement des colonies de Gaza**. En septembre 2005, l'évacuation « libère » les colonies de leurs occupants civils israéliens, mais l'armée conserve la surveillance de la frontière entre l'Égypte et Gaza et détruit les habitations autour de cette frontière pour y établir une zone tampon. L'armée continue de contrôler toutes les frontières autour de la bande de Gaza y compris les côtes et l'espace aérien, tout en se réservant le droit d'y mener des opérations militaires, et on sait qu'elle ne s'en est pas privée. Gaza reste dépendante d'Israël pour la fourniture en eau et électricité, pour les moyens de communication, pour les échanges commerciaux qui bizarrement sont taxés à l'exportation mais pas à l'importation. Bref, un ensemble de mesures qui visent à isoler la bande de Gaza afin d'en optimiser le siège. Le plan de Sharon était, en échange, de renforcer la colonisation en Cisjordanie tout en gelant le processus de paix et en reléguant la question d'un Etat palestinien au second plan.

Pour le CUP, la politique de Sharon met en danger non seulement le processus de paix mais aussi le quotidien du peuple palestinien. Les colonies reprennent de plus belle en Cisjordanie, le Mur continue de s'ériger, les exactions militaires contre les civils se multiplient. Au travers de conférence et meetings, le CUP continue son travail d'information et de sensibilisation :

- Meeting contre l'occupation avec G. Gumpel et le refuznik Guy Elhanan
- « L'arme de la faim » avec J. Ziegler
- Conférence « Pour un seul Etat » avec Uri Davis
- « Enseignement à la démocratie et à la non-violence » avec Ziad Medoukh
- Café politique : « Antisémitisme et antisio



*Mission civile 2005: camp de Jabalia, bande de Gaza*



- nisme » avec A. Benani et Ur Shlonsky
- Témoignages du *refuznik* D. Tsal
- Témoignages de syndicalistes palestiniens et des participants aux missions civiles
- Action contre Caterpillar pour protester contre leur « aide » logistique à la construction du Mur.
- Présence aux Forums sociaux et notamment au Forum Social Suisse à Fribourg au cours duquel la Palestine est au centre des débats. C'est la première fois que la Palestine y est traitée comme thème central. A travers le monde (cf. Porto Alegre) se fait jour une prise de conscience que la cause palestinienne reste un enjeu stratégique pour l'impérialisme américano-israélien. Au Forum Social Suisse, auquel le CUP a apporté une large contribution, se dégage l'importance des mouvements de solidarité et de leur rôle pour faire pression auprès du gouvernement afin de renoncer à toute forme de collaboration avec le gouvernement israélien.



*mission civile 2005: visite à la maternelle du camp d'el-Burej, bande de Gaza, gérée par la Palestinian Woman Development Society et sponsorisée par Meyrin-Palestine*

C'est aussi l'année où le stand a été vécu comme une « menace » pour la tranquillité publique suite à son implication dans le début de la campagne de boycott des produits israéliens, et son activité se voit réduite temporairement à deux fois par mois.

## 2006 :

Le 9 janvier 2006, Ariel Sharon, alors premier ministre, tombe dans le coma après un accident vasculaire cérébral.

## Le 25 janvier 2006 voit la victoire du Hamas dans les élections au Conseil législatif.

Le résultat ne peut en aucun cas être mis en doute et consacre la défaite du Fatah, puni pour son double langage, son défaitisme et la pauvreté de ses calculs politiques. Quant au Hamas, il représente une rupture définitive d'avec le modèle d'Oslo et le discours humiliant qu'il propageait. Le Hamas, tout en ef-

fectuant un travail social, a préservé le droit des Palestiniens à résister.

Cette victoire, qui couronne des élections parfaitement démocratiques sous l'œil d'observateurs internationaux (nous y avons délégué deux de nos membres) est aussi une défaite pour l'impérialisme états-unien et le sionisme. Mais la communauté internationale retournera ce « camouflet » contre le peuple palestinien en refusant de reconnaître la légitimité du Hamas et en instrumentalisant la dissension Fatah/Hamas tout en coupant les aides internationales.

**En mars 2006, les élections à la Knesset voient le succès de Kadima et d'Ehud Olmert** qui va poursuivre deux objectifs : améliorer les conditions de vie de la majeure partie des Israéliens et continuer le processus de redéploiement unilatéral dans les territoires occupés. En raison de l'attaque du Liban par Israël et en arrière-plan dans les territoires palestiniens occupés, la situation, loin de s'apaiser, s'est encore aggravée avec les opérations « Pluies d'été » qui tuent plus de 200 Palestiniens à Gaza. En Cisjordanie on



*«mémorial des martyrs» sur le parvis de l'église Saint Laurent, après les massacres de l'opération «pluies d'été» en juin 2006*

assiste à l'état de siège quasi permanent instauré par la multiplication des check-points, des raids meurtriers de l'armée d'occupation et les enlèvements des représentants élus du peuple palestinien. Le but inavoué ou avoué de la politique israélienne, soutenue par les

Etats-Unis et l'indifférence scandaleuse du reste de la communauté internationale, est atteint. La Palestine est déchirée par ses dissensions internes et l'inaboutissement des pourparlers de paix, et subit l'impitoyable violence de l'occupation. Celle-ci se manifestera notamment lors du bombardement de la plage de Gaza faisant dix morts majoritairement civils. La riposte solidaire du Hezbollah un mois plus tard, sera suivie des 33 jours de la guerre du Liban qui a conduit à des bilans humanitaires désastreux. L'escalade dans l'intensité de la violence laisse entrevoir un futur angoissant. La politique de la communauté internationale, qui pose ses conditions à la partie occupée mais jamais à la partie occupante, l'asphyxie économique imposée depuis des mois à tout un peuple ont nécessairement conduit les Palestiniens à s'entourer de nouveaux appuis dans la région, susceptibles de leur procurer un peu d'oxygène. Mais la lutte nationale palestinienne se retrouve prise dans des jeux politiques régionaux qui la mettent au cœur d'un conflit frappant l'Irak occupé et le Liban, meurtri et assiégé en tant que zone tampon.

Dans ce contexte de désintégration d'une société tout entière, les tâches d'un Collectif de soutien à la Palestine s'avèrent de plus en plus nécessaires, puisqu'il faut rendre visible partout où c'est possible la présence de la Palestine.

**Le 11 mai, à l'initiative de Marwan Barghouti**, paraît le document des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes qui appelle à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Ce document en 18 propositions vise à établir un projet politique palestinien sur la base de l'unité nationale, appuyé sur le droit international. Ce document, controversé parce que la reconnaissance de l'Etat d'Israël par le Hamas n'y est pas claire, est proposé

au referendum par Abbas, puis abandonné.

En 2006, le CUP intensifie son action informative par l'organisation d'un festival du cinéma sur le thème « Israël-Palestine, que peut le cinéma ? ». Y font suite des conférences sur des thèmes de circonstance, comme celui de la destruction du patrimoine architectural en Palestine à des fins de colonisation (Marc Bertholet de retour d'une mission civile), des témoignages de refuzniks et militants engagés pour la paix (Adam Maor et Majet Bayma), l'organisation d'une grande manifestation à Lausanne contre la guerre au Liban, la participation de membres à la conférence internationale pour une Paix juste en Palestine et en Israël. La situation au Moyen-Orient en cette fin d'année 2006 nous incite à organiser ou co-organiser plusieurs conférences, projections, et animations autour des thèmes du Mur, de la complicité internationale, de la situation insupportable de la population palestinienne. Car si Israël existe, que le Hamas le reconnaisse ou non n'ajoute ni ne retranche rien à ce fait indéniable. En revanche, quarante ans après la guerre de 1967, il n'existe toujours pas d'Etat palestinien. La question politiquement pertinente se pose alors de savoir si Israël reconnaît le droit des Palestiniens à avoir un Etat.

**En 2007 l'élément dominant sera celui de la commémoration des 40 ans d'occupation de la Cisjordanie par Israël.**

Ce peu glorieux anniversaire qui souligne la persistance du problème palestinien a donné lieu à bon nombre d'activités et manifestations pour dénoncer la permanence de cette situation. Plus que jamais, la solidarité internationale doit s'organiser pour rompre la tragique solitude du peuple palestinien. Le vieux rêve de Sharon est en train de se réaliser : la séparation complète entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cette dernière est considérée

comme une entité terroriste à mettre en état de siège avec la bénédiction de Washington qui a promis son soutien illimité à Mahmoud Abbas et à son nouveau bantoustan en Cis-jordanie, au point qu'Olmert a décidé de lui accorder une partie de l'argent palestinien qui est encore aux mains du gouvernement israélien. Diviser pour mieux régner, tel sera le maître mot de la politique israélo-états-unienne. A partir du moment où Gaza est considérée comme une entité hostile, elle se trouvera être l'objectif d'une agression brutale de la part d'Israël. C'est pour cela que notre priorité demeure celle d'apporter notre solidarité à la population de Gaza.

Tout d'abord le CUP s'associe avec le Comité national « 40 ans d'occupation, ça suffit » lors d'une semaine d'actions du 3 au 6 juin et accueille la caravane qui traverse la Suisse avec une délégation devant le Grand Conseil vaudois pour déposer un appel aux députés (1'000 signatures) pour « le rétablissement de l'aide financière aux Palestiniens » qui sera auditionné en août mais débouté.

Création d'une cellule BDS au sein du CUP en relation avec le BDS national.

Une mission Femmes part à Tulkarem du 5 au 14 avril pour faire le bilan du programme PWDC et rencontrer les associations locales qui œuvrent pour le soutien des femmes notamment en ce qui concerne les violences, mais aussi pour le soutien des initiatives locales promues par les femmes. Cette mission a également été centrée sur la situation des femmes prisonnières.

Par ailleurs, cette mission a assuré une présence avec les internationaux lors d'une manifestation pacifique à Bil'in.

Le CUP organise une conférence avec Eric Hazan sur la Palestine occupée et une autre avec Mohamed Taleb sur les origines du sio-

nisme chrétien et les enjeux du conflit israélo-palestinien.

**12-14 juin 2007** : Le Hamas prend le contrôle de Gaza, jusqu'alors contrôlée par l'Autorité Palestinienne. Il s'ensuit un blocus israélien et le tir de roquettes par les Palestiniens sur le sud d'Israël.

En juin a lieu une grande manifestation à Genève contre les 40 ans d'occupation ainsi qu'à Berne.

9 novembre, journée internationale de solidarité avec la Palestine.

Ce qui s'est passé en 2007 est plus grave que jamais : un pays encerclé, des villes détruites, une répression sauvage de la population, une société désarticulée et un mouvement national divisé avec des affrontements sanglants, issus de luttes internes graves entre le Fatah et le Hamas. La guerre menée contre le peuple palestinien s'est de plus focalisée sur la Bande de Gaza. La proclamation en septembre 2007 de Gaza « entité hostile » est une véritable déclaration de guerre. Alors que la quatrième Convention de Genève confère à la puissance occupante israélienne dans toute la Palestine des responsabilités et devoirs précis, cette punition collective qui s'abat sur plus d'un million et demi de Palestiniens est une grave violation du droit humanitaire. On l'aura vu, notamment au cours de la conférence annuelle du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU, le mot d'apartheid commence à se généraliser pour définir le comportement oppressif d'Israël vis-à-vis du peuple palestinien. Il devient impératif de réclamer la levée du blocus de Gaza et le respect du droit international des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**2008 sera dominée par le triste anniversaire des 60 ans de la Nakba** et un certain nombre de nos activités ont tourné autour de cet évènement, à commencer par la tenue d'une conférence avec Ricardo Bocco, professeur de sociologie politique qui proposera un exposé passionnant et documenté sur la situation des réfugiés palestiniens, ou celle de Bahir Abu-Manneh originaire de Haïfa, enseignant à la Colombia University de New York.

Une grande semaine des 60 ans de la Nakba démarrera par une campagne d'affichage dans les rues de Lausanne, comme ailleurs en Suisse, pour informer ou rappeler au public la réalité palestinienne depuis la création de l'Etat d'Israël. Plusieurs activités viendront étayer cette campagne :

- conférence de M. Warchawski et S. Khouri « Pourquoi depuis 60 ans cet Etat palestinien ne voit-il pas le jour ? »
- débat avec U. Shlonsky et A. Benani sur la dimension religieuse du conflit, suivi d'une programmation graffitis et musicale qui a attiré beaucoup de jeunes.
- trois soirées contes avec Béatrice Leresche
- une exposition de photos de Marc Juillard sur la Palestine occupée.

Au cours de cette année d'autres activités viendront compléter ce thème de la Nakba et de l'occupation qui s'en suivit...et qui perdure !!!!

- projection du film de Simone Bitton « Palestine, histoire d'une terre de 1880 à 1991 »
- conférence de Nafez Assailly « Library on wheels for non violence »

**19 juin 2008** : Cessez-le-feu entre le Hamas et Israël en échange d'une fin du blocus israélien. La trêve est sporadiquement violée par des tirs de roquettes lancées par d'autres organisations de résistance, sans l'accord du Hamas qui prend soin de respecter la trêve.

Pendant cette période Israël vit un changement de gouvernement, après la démission d'Ehoud Olmert suite à une série d'affaires de corruption, avec l'arrivée de Tzipi Livni qui a été élue de justesse à la tête de Kadima (17 septembre). Cette possible future première ministre se dit intraitable sur les frontières, le statut de Jérusalem et les réfugiés palestiniens. En face, la population palestinienne vit des moments difficiles entre les agressions israéliennes permanentes et les divisions entre Fatah et Hamas qui ne s'apaisent pas.

**Été 2008.** Début du Mouvement « Free Gaza » avec l'envoi de flottilles humanitaires afin de briser le siège de Gaza. Le premier envoi de bateaux est un succès qui laisse espérer qu'Israël a modifié fondamentalement le statut du contrôle qu'il exerce sur Gaza. La suite nous fera déchanter.

**Août 2008 c'est aussi l'appel à la création d'un Tribunal Russel pour la Palestine.** Sous la responsabilité initiale de Ken Coates, Nurit Peled, Leila Shahid une initiative internationale pour l'établissement d'un Tribunal Russel pour la Palestine voit le jour. Si ce tribunal n'a aucun caractère légal, il agit comme un tribunal populaire des consciences face aux injustices et aux violations du droit international qui continuent de se perpétrer en toute impunité, du fait du manque de volonté politique de la communauté internationale. Des comités de soutien sont créés rapidement et les CUP Genève, Nyon et Lausanne s'engagent dans cette voie.

Le 7 septembre, le CUP envoie à Madame Calmy-Rey une pétition signée par 500 personnes demandant la levée du siège de Gaza et l'application des règles du droit international. Sa réponse fut cordiale, dans l'esprit d'un partage de nos préoccupations, mais la suite des évènements montre que l'enfer des Palestiniens est pavé des bonnes intentions des politiques...

**4-5 novembre, Israël lance une opération** tuant 7 membres du Hamas, à laquelle la résistance répond par des tirs de roquettes sur Israël. La riposte ne se fait pas attendre et Israël attaque des cibles à l'intérieur de Gaza. Ces attaques vont se répéter tout au long du mois de décembre, engendrant des ripostes du Hamas.

**Le 27 décembre l'armée israélienne lance une opération d'envergure contre Gaza** dite « Opération plomb durci ». L'objectif affiché est de mettre fin aux tirs de roquettes du Hamas et de détruire les infrastructures d'approvisionnement que constituent les tunnels creusés sous la frontière avec l'Égypte. Durant ces 23 jours, l'armée israélienne fait plus de 1400 morts dont la plus grande partie est constituée des civils. Elle a utilisé des armes dont l'usage est limité voire prohibé par le droit international humanitaire.

Face à ce massacre l'opinion civile internationale se mobilise, car les réactions politiques sont bien timides. Des manifestations s'organisent, notamment à Genève le 29 décembre, manifestation soutenue par les CUP, puis le 10 janvier, manifestation nationale à Berne pour réclamer la fin de l'agression israélienne à Gaza.

## **Année 2009**

**Le 14 janvier 2009**, plus de 1000 personnes défilent à Lausanne à l'appel du CUP-Vd et d'autres associations. Une manifestation très digne ponctuée par des prises de paroles d'Awni, A.C. Menétrey et J. Zisyadis.

Une plainte est déposée par 350 organisations, dont le CUP, auprès de la CPI. Dans divers pays (Angleterre, France, Espagne, Norvège) des plaintes sont déposées à l'encontre des crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza. Et le mouvement de Boy-



*En solidarité avec Gaza, Berne janvier 2009*

cott prend de l'ampleur, touchant des projets de grande envergure tel que celui de Véolia pour le tramway de Jérusalem qui fera perdre plusieurs milliards d'euros à cette société.

Pendant cette période et jusqu'à la fin février, le CUP organise tous les soirs une veillée silencieuse d'une heure sur les marches de l'église Saint Laurent en solidarité avec le peuple assiégé et meurtri de Gaza, et pour que cesse l'occupation.

**Le 20 janvier : investiture de Barack Obama.** L'offensive israélienne s'est placée dans les derniers jours de la *transition* entre la présidence de George W. Bush et celle de Barack Obama, réputé à l'époque moins favorable à Israël que son prédécesseur. Son investiture aura lieu deux jours après le cessez-le-feu.

A l'heure du bilan après les massacres de Gaza, des voix s'élèvent pour proclamer qu'Israël n'est pas au-dessus du droit international. Même la presse (une certaine presse) israélienne s'interroge et constate que les actions d'Israël ont porté un dur coup à sa crédibilité. Elles sont étayées un temps par les révélations du rapport Goldstone, mais malheureusement étouffées par le revirement incompréhensible (ou trop compréhensible ?) de ce dernier.

Quand s'efface dans les consciences l'impact du pire, il reste urgent de tirer les enseignements de ces derniers événements. Le cessez-

le-feu du 18 janvier n'est ni une victoire, ni la paix et ne peut préfigurer que la préparation de nouvelles agressions de la part d'Israël qui ne rêve que d'étouffer Gaza et d'agrandir son territoire au maximum, supprimant méthodiquement tous ceux qui sont ou étaient prêts à négocier avec lui.

**Le 4 février**, le CUP organise une conférence témoignage de Josef Zisyadis à son retour de Gaza.

**10 février** : les élections législatives anticipées en Israël font glisser le parlement à droite. S'en suivent les exigences d'Olmert concernant la libération du soldat Shalit comme condition à l'obtention d'une trêve ou d'un allègement du blocus.

**25 février** : premières négociations au Caire entre le Hamas et le Fatah en vue de la création d'un gouvernement d'entente. Rappelons que le mandat officiel de Mahmoud Abbas a expiré le 9 janvier 2009 et que « tôt ou tard » il devrait y avoir des élections « libres » organisées en Palestine.

**Le 4 mars 2009, à Bruxelles**, se tient la conférence de presse annonçant le **lancement du Tribunal Russell sur la Palestine (TRP)**. Présidée par Stéphane Hessel, ambassadeur de France, elle accueille les interventions de Ken Coates, président de la Fondation Bertrand Russell pour la paix, de Nurit Peled, Prix Sakharov pour la liberté de pensée, de Leila Shahid, Déléguée générale de la Palestine auprès de l'UE, et de Pierre Galand, président du Comité européen de coordination de ONG sur la question de Palestine.

**Le 12 mars** : Le CUP organise d'une conférence avec Julien Salingue sur l'après Gaza et les perspectives pour la Palestine.

**Le 31 mars** a lieu l'investiture du gouverne-

ment de coalition de Benyamin Netanyahu qui en juin acceptera pour la première fois l'idée de la création d'un Etat palestinien, mais assortie de conditions telles que l'Autorité Palestinienne ne peut que les rejeter.

**22-24 avril se tient la 4<sup>ème</sup> conférence sur la résistance non violente de Bil'in en Palestine**. Le vendredi précédent la conférence, Bassem, figure emblématique de cette résistance pacifique est abattu par l'armée israélienne. Des membres du CUP Nyon sont présents à cette conférence qui marque une union forte entre les comités populaires de résistance et les partis politiques, avec un encouragement appuyé au BDS.

Le 18 novembre suivant, le CUP organise la projection du film « **Adieu Bassem** » ainsi qu'une rencontre avec le réalisateur israélien Shaï Pollack, militant du Collectif *Anarchist Against the Wall*.

**Le 26 juin 2009** : Christine Pirinoli nous faisait part de son analyse de la construction de l'identité nationale au travers des revendications du peuple palestinien autour de son livre : « jeux et enjeux de mémoire à Gaza »

**Août** voit l'organisation du congrès du Fatah et la réélection de Mahmoud Abbas à sa direction. Il est stipulé à l'issue de ce congrès que la reprise des négociations était conditionnée au gel des colonies, à la levée du blocus de Gaza et à la libération de prisonniers politiques. La réplique ne se fait pas attendre, en septembre Netanyahu autorise l'extension des colonies de Cisjordanie, infligeant au passage un camouflet à Obama qui en demandait le gel complet en accord avec la Feuille de route de 2003.

**Le 27 septembre et le 25 octobre** : à deux reprises l'armée israélienne profane gravement la mosquée al-Aqsa, enfermant des fidèles à l'intérieur et en chassant d'autres de

façon très brutale, faisant 25 blessés.

**Dans la même période**, une cinquantaine d'associations européennes dont le CUP ont affrété des minibus et des ambulances pour les amener à Gaza. Cette opération porte le nom de « Miles of smiles ». A cause des trac-tations « administratives » incontournables et... insupportables, ce convoi mettra plus de deux mois pour parvenir à destination. Une grande victoire de la patience sur la mau-vaise foi de l'administration égyptienne qui se fait le toutou du gouvernement israélien.

**Le 8 octobre** : A l'initiative des CUP, la 1<sup>ère</sup> conférence en Suisse du TRP se tient à Lau-sanne en présence de Stéphane Hessel qui relève l'urgence d'agir contre l'impunité dont jouit Israël.

C'est aussi l'occasion de faire connaître le Comité de soutien national Suisse et les ac-tions engagées.

**Le 16 octobre : le rapport Goldstone est approuvé par la Commission des Droits de l'Homme.** Sur les 47 pays membres, 25 ont voté pour, 6 contre, 11 se sont abstenus et 5 n'ont pas pris part au vote. Le rapport accom-pagné d'une résolution de la CDH a été trans-mis le 4 novembre à l'Assemblée générale de l'ONU qui l'a approuvé.

**Le 8 novembre** : deux membres du CUP se rendent à Paris pour participer au sémi-naire de préparation de la première session du TRP qui se déroulera à Barcelone en mars 2010. Les thèmes seront ceux d'une mise en accusation pour manquement grave des pays de l'UE, une mise en avant d'un constat d'al-liance et de soutien de l'UE avec Israël. Le tribunal demandera aux peuples de se saisir de cette question pour faire pression auprès des pouvoirs politiques et de leur demander des comptes. Ce qui n'empêche pas Israël de décréter en décembre suivant les colo-

nies juives de Cisjordanie comme « zones de priorité nationale ».

**Le 15 décembre** : Tzipi Livni, ex-chef de la diplomatie israélienne renonce à se rendre en Grande-Bretagne à cause d'un mandat d'ar-rêt à son encontre pour les crimes de guerre commis à Gaza. Ce mandat, émis par un tri-bunal évoquant la compétence universelle, fait suite à la demande d'une organisation pro-palestinienne.

**Le 16 décembre 2009**, le CUP délègue un de ses membres à Bruxelles afin de partici-per à la session de préparation du futur TRP de Barcelone. Le constat global est qu'il de-meure difficile de « traîner Israël » en justice car cet Etat s'estime au dessus des lois, qu'il détourne le plus souvent à son profit. Force est de constater que les Etats ne font pas leur travail et qu'il est temps de changer le ton et la manière de s'exprimer en se basant sur le droit et en impliquant toutes les parties. Il s'agira donc, lors de la session de Barce-lone, de donner une visibilité aux nouveaux mécanismes, y compris les mécanismes éco-nomiques qui lient les Etats à Israël et d'éta-blier les complicités explicites et implicites du crime du silence et de les porter à la connais-sance de tous.

**Du 27 décembre au 3 janvier**, une mission « Free Gaza » réunissant des milliers de vo-lontaires de 42 pays, et à laquelle participent deux de nos membres, s'est rendue au Caire pour tenter de franchir la frontière égypt-tienne de la bande de Gaza. Ils en ont été em-pêchés par les autorités égyptiennes mais cet évènement a généré une protestation d'une telle importance qu'elle a créé un réel écho médiatique en tirant la sonnette d'alarme au-tour du blocus de Gaza. Elle a donné lieu à la déclaration du Caire qui renouvelle l'appel au boycott d'Israël.

En fin d'année, Mahmoud Abbas annonce

qu'il ne se présentera pas à l'élection présidentielle prévue en janvier 2010, néanmoins le Conseil central de l'OLP prolonge son mandat pour une durée indéterminée.

## **Année 2010**

A l'orée de cette nouvelle année les perspectives d'avenir sont plutôt sombres si l'on fait le bilan de la situation des Territoires palestiniens occupés. Force est de constater qu'après l'agression militaire contre la bande de Gaza en hiver 2008/2009, le blocus est resté total, interdisant toute reconstruction dans ce territoire dévasté qui continue à subir une pression militaire constante. Quant à la Cisjordanie, elle est en butte à l'arrogance sans borne de l'occupant, qui n'en finit pas d'accélérer la colonisation, particulièrement à Jérusalem-Est.

Ce qui permet de garder espoir face à ce mépris toujours plus grand du droit international, c'est la patiente persévérance du peuple palestinien qui incite les militants que nous sommes à ne pas baisser les bras. Nous avons pour cela quelques armes qu'il sera bon de brandir au cours des mois à venir, à commencer par la campagne BDS, qui porte déjà des fruits.

L'impact du rapport Goldstone n'est pas à négliger non plus ; même s'il s'est perdu dans quelques méandres « révisionnistes » et quelques « abjurations », il a quand même déclenché des prises de conscience et porté à la connaissance d'un public plus large les exactions menées par Israël dans la bande de Gaza.

Un troisième élément réside dans le Tribunal Russel sur la Palestine qui vient en appoint du rapport Goldstone pour diffuser, dans les médias et le public, l'aspect juridique du conflit israélo-palestinien.

Un nouveau mode de fonctionnement du CUP s'est mis en place pour cette année sous forme d'un « comité de pilotage » qui

pallie les défections successives mais non moins honorables de la présidence et de la vice-présidence. Une formule de relais à la barre de pilotage des membres les plus actifs s'est mise en place de manière assez efficace, même si quelques défauts de communication ont parfois ralenti les prises de décisions. Mais cela n'a pas empêché les activités du CUP de continuer de façon dynamique, notamment au niveau des conférences qui venaient à juste titre étayer l'évènementiel israélo-palestinien.

**En janvier et février**, divers affrontements ont eu lieu aux frontières où les convois humanitaires sont empêchés de passer et l'on découvre que le Mossad est impliqué dans l'assassinat d'un Palestinien à Dubaï.

**Février** : Le ministère israélien de l'intérieur décide de ne plus délivrer de permis de travail aux ONG internationales opérant dans les territoires occupés, mais un simple visa de tourisme d'une durée aléatoire, ce qui limitera encore plus leur rayon d'action, leurs déplacements se trouvant de la sorte complètement entravés.

**Le 27 février**, le Comité national suisse d'appui au TRP en relation avec le CUP-Vd organise un séminaire de travail suivi d'une conférence publique sur le thème des responsabilités suisses dans la non application du droit international humanitaire en Palestine occupée. A cette conférence interviennent : V. Gowlland-Debbas, professeur de droit international à l'IUHED, D. Carnal, juriste du DFAE, et C. Sommaruga, avocat et Conseiller national.

**En mars** commencent les navettes diplomatiques de G. Mitchell, émissaire US, entre Netanyahu et M. Abbas. Résultat : les colonies poussent comme des champignons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ce qui finit

par laisser l'Autorité Palestinienne qui suspend sa participation aux négociations. Israël, quant à lui, continue de « snober » les rappels à l'ordre des USA.

Ce même mois le CUP récolte plus de mille signatures pour une pétition au gouvernement suisse qui demande la levée du blocus, l'application des recommandations du rapport Goldstone et le respect par la Suisse de la 4<sup>ème</sup> Convention de Genève. Il faut encore une fois relever le travail exemplaire fait par le stand qui reste le moyen majeur d'information du public et qui multiplie les panneaux d'information sur les thèmes liés aux événements ou aux problèmes de fond. En 2010 le stand aborde la semaine de l'apartheid, la semaine des prisonniers politiques, la journée mondiale de l'eau, des droits de l'homme, des réfugiés etc...le tout accompagné de tracts et de pétitions à signer.

**Les 1, 2 et 3 mars**, se tient à Barcelone la première grande session du TRP à laquelle plusieurs membres du CUP participent. Cette session se charge de rendre compte dans quelle mesure l'UE et ses membres se rendent complices de la prolongation de l'occupation par Israël des Territoires palestiniens et des crimes commis par Israël contre le peuple Palestinien. Après les exposés des différents intervenants et des témoins, le TRP relève un certain nombre de violations du droit international imputées à Israël (selon les normes même de l'ONU) qui devraient entraîner des sanctions de la part de l'UE. Mesures que le comportement d'Israël l'oblige à prendre si l'on se réfère aux dispositions du traité de Lisbonne. Le TRP appelle l'Union européenne et chacun de ses Etats membres à imposer les sanctions nécessaires à son partenaire - Israël - par des mesures diplomatiques, commerciales et culturelles, afin de mettre un terme à l'impunité dont il bénéficie depuis des décennies. Au cas où l'UE et les

Etats membres n'en montreraient pas le courage, le Tribunal compte sur les citoyennes et les citoyens de l'Europe pour exercer les pressions nécessaires par tous les moyens appropriés.

**Le 29 mai**, départ de Chypre d'un convoi de six navires transportant plusieurs milliers de tonnes d'aide médicale, de matériaux de construction et de nourriture en vue de contourner le blocus de Gaza. En tout 700 personnes de 42 pays sont à bord.

**Le 31 mai**, la marine israélienne attaque la flottille dans les eaux internationales. Sur le Mavi-Marmara, l'attaque se solde par la mort de neuf passagers et plusieurs dizaines de blessés. La flottille est déroutée vers le port israélien d'Ashdod. L'UE demande une « enquête complète » et de nombreuses capitales condamnent la violence de l'opération.

Le Conseil de sécurité de l'ONU demande également une enquête « impartiale, crédible et transparente ».



*Manifestation à Lausanne le 2 juin 2010, après l'attaque meurtrière de la Flottille de la liberté*

**Le 8 juin, témoignages** des membres de la mission CUP sur les conséquences du mur de séparation sur les conditions de travail des Palestiniens.

**De juillet à décembre**, à la requête de B. Obama, un projet de reprise des négociations s'amorce, auquel M. Abbas pose des conditions qui concernent la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 67 et la fin de la colonisation. Durant ces six mois ce sera une partie de ping-pong incessant, sous l'arbitrage américain, pendant laquelle Netanyahu continue de refuser le gel des colonisations. En toute fin, de guerre lasse les USA renoncent à tenter d'imposer à Israël le gel des colonisations.

**En août**, la banque UBS refuse les virements en faveur d'associations œuvrant pour la Palestine. Des cotisations à destination du CUP sont retournées à leurs émetteurs. Les explications fumeuses d'UBS justifient la nécessité de respecter les embargos et sanctions internationales qui touchent les Territoires, mais ne se réclament surtout pas de raisons politiques...

**Les 20-22 novembre**, se déroule à Londres la deuxième session internationale du TRP. La thématique est de déterminer les responsabilités des entreprises dans les violations des droits humains et du droit international humanitaire, commises par Israël. Un certain nombre de grandes entreprises ont été citées, telles que Véolia, Dexia, Caterpillar, Soda-Stream, Agrexco etc.

Le jury a confirmé la complicité des entreprises dans la violation du droit international par Israël. Le TRP a incité la société civile à prendre le relais de nos gouvernements qui ne prennent aucune sanction contre Israël pour faire cesser l'occupation et la colonisation. Une adhésion militante au BDS a été fortement encouragée.

**Le 22 novembre**, soirée témoignage de Peace Watch sur la situation à Hebron et à Bethléem.

**Fin décembre**, le CUP renouvelle sa participation au marché de Noël solidaire qui outre l'information qui continue d'y circuler, permet de vendre des produits artisanaux palestiniens.

**En 2010**, le CUP soutient financièrement plusieurs projets en Palestine : Physicians for Human Rights-Israël pour Gaza, PWDS, association pour le Développement de la Femme Palestinienne, soutien à Al Ma'sara, projet pour Gaza avec l'association Meyrin-Palestine, et Femmes en noir.

Le bilan de la situation palestinienne à la fin de cette première décennie du XXIème siècle n'est guère encourageant. Depuis la signature des accords d'Oslo, l'OLP ne représente plus les réfugiés et les exilés, tandis qu'on laisse les citoyens palestiniens d'Israël se débrouiller tout seuls. L'OLP dans son essence a cessé d'exister en tant qu'organisation fonctionnelle, et l'AP a repris de fait les fonctions telles que la nomination de représentants diplomatiques à l'étranger. Le Hamas continue à être absent de l'OLP et, de plus, la rupture entre le Hamas et le Fatah morcelle et affaiblit la voix politique palestinienne. Aucun document national exposant les buts palestiniens n'a émergé jusqu'à l'Appel de la société civile pour le BDS en 2005, et le document des prisonniers palestiniens en 2006. L'Appel réaffirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination et l'inscrit dans un cadre que la communauté internationale est tenue, en théorie, de défendre. C'est pourquoi il est plus que nécessaire de renforcer la solidarité internationale autour du projet BDS qui devient le fer de lance de la résistance pacifique palestinienne

**Année 2011**

**En janvier**, la chaîne de télévision Al-Jazeera rend public des documents confidentiels

sur les négociations entre Israéliens et Palestiniens, qui montrent que les négociateurs palestiniens étaient prêts à accorder à Israël des concessions territoriales très importantes et à remettre en cause certains principes, en particulier sur la question de Jérusalem et le droit au retour des réfugiés. Le principal négociateur palestinien, Saeb Erakat, assume la responsabilité des fuites et démissionne.

**En février**, l'Autorité palestinienne annonce des élections générales d'ici à septembre et demande au premier ministre Salam Fayyad de former un nouveau gouvernement.

**En février**, dans le cadre de la campagne BDS, a lieu le lancement d'une grande action auprès de la grande distribution, Migros et Coop. L'essentiel est d'informer le public sur les produits qu'il achète et qui sont implicitement ou explicitement issus d'Israël ou des colonies. La journée inaugurale a lieu à Berne avec déambulation « d'hommes sandwich » dans le quartier central, distribution de tracts et récolte de signatures pour une pétition demandant à la Coop et à Migros de cesser leur collaboration mercantile avec Israël. Cette campagne est complétée au cours de l'année par plusieurs « flash-mob » dans les magasins. Ces dernières sont un moyen visible de rendre compte de la complicité des magasins de la grande distribution. Elles rencontrent une large approbation du public... un peu moins des responsables de magasin !

**En mars**, des milliers de Palestiniens manifestent à Gaza et en Cisjordanie en faveur de la fin des divisions inter-palestiniennes. Dans le même temps se produit une escalade de violence entre Israël et Gaza. Deux militants de la branche armée du Hamas sont tués par une frappe israélienne. Le mouvement réplique par des tirs de roquettes entraînant une escalade militaire qui fera 18 morts parmi les Palestiniens.

**Le 15 mars, rencontre** avec S. Hessel, auteur du livre « Indignez-vous », et M. Warszawski autour d'un grand thème d'actualité : « Face aux soulèvements populaires arabes, quelle est la nouvelle donne pour Israël ? »

**Le 28 mars** a lieu la projection du film : « Jaffa, la mécanique de l'orange » d'Eyal Sivan qui met en perspective ce que le peuple palestinien a subi lors de la Nakba.



*Conférence le 11 mars 2011 avec Stéphane Hessel et Michel Warszawski, à Lausanne*

**Le 27 avril**, le Fatah et le Hamas scellent leur réconciliation au Caire. Cette réconciliation doit ouvrir la voie à des élections. Né-tanyahou somme l'Autorité palestinienne de « choisir entre la paix avec Israël, et la paix avec le Hamas. »

**Le 3 mai**, remise auprès du Grand Conseil d'une pétition portant 1153 signatures appelant au « boycott » d'UBS qui s'arroge le droit de refuser les paiements en faveur d'associations non gouvernementales, comme le CUP, qui sont en lien avec la Palestine.

### **15 juin 2011 Grand Conseil**

Nous sommes auditionnés par la Commission du Grand Conseil au sujet de la pétition UBS.

Nous avons distribué l'argumentaire aux membres de la Commission et commenté notre pétition. Elle fait l'objet d'un débat de haut niveau. Elle est malheureusement rejetée par 64 voix contre 53.

**Le 19 mai**, Barack Obama se prononce pour un Etat palestinien dans les frontières de 67, à charge pour Israël d'échanger contre des portions de la Cisjordanie, des parties de territoires équivalents. Mais en revanche, il annonce qu'il torpillera la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. Ce discours a provoqué une forte exaspération de Nétanyahou à la veille de sa visite à Obama.

**Le 28 mai**, l'Egypte annonce l'ouverture permanente à Rafah d'un point de passage avec Gaza afin d'alléger le blocus imposé par Israël.

**Le 27 juin**, Mahmoud Abbas déclare que les Palestiniens sont déterminés à réclamer le statut de membre à part entière pour leur Etat à l'ONU. Les Etats-Unis et plusieurs pays européens comme l'Allemagne et l'Italie sont opposés à cette démarche. D'autres comme la France et l'Espagne gardent leur option ouverte. Pour les Palestiniens, c'est un peu l'initiative de la dernière chance pour une reconnaissance de sa souveraineté politique et territoriale.

Un de nos membres a participé au groupe d'action du **boycott culturel**.

Les actions ont porté sur deux axes :

**a. Le boycott du festival Culturescapes.** Il se tient chaque année dans le but de favoriser les échanges avec un pays. Cette année il s'agissait d'Israël qui se servait de ce biais pour redorer son image. Un énorme travail d'information a été fait vis-à-vis du public, peu ou pas au courant de ce festival, et contacts ont été pris avec des directeurs de théâtre.

Concrètement, dans le canton de Vaud, nous avons pris contact avec le Théâtre de Vidy qui recevait l'artiste israélien Amit Drori dans le cadre du festival Culturescapes et nous avons tenté de convaincre les deux directeurs, René

Gonzales et René Zahnd, de se distancier du festival. Nous avons distribué un tract au public venant assister au spectacle Savannah de Amit Drori.

**b. Collecte de signatures auprès des artistes travaillant en Suisse.** Signature d'une lettre ouverte de soutien au PACBI et à l'appel des Palestiniens pour un boycott culturel et académique, lettre ouverte dans laquelle les artistes signataires s'engageaient à refuser toute invitation officielle à venir se produire en Israël.

**9 septembre 2011**

« **Quel Etat pour les Palestiniens ?** », conférence de **Ziyad Clot**.

Affluence moyenne. Conférencier concis et intéressant même si pas très optimiste. Il a cependant insisté sur le fait que notre soutien doit s'orienter sur les personnes. Son analyse est correcte mais il manque cette chaleur dont la solidarité a besoin. Son intervention tombait bien par rapport à la demande de l'Etat Palestinien à l'ONU. Cette demande qui semblait répondre à plein d'attentes au niveau des militants a reçu un éclairage juridique et politique qui nous permet d'appréhender avec plus de lucidité la réalité du sujet. Notre action doit toujours s'orienter vers le droit des Palestiniens (cf. art de Ziegler dans le Work-Zeitung de jeudi 8 sept.). Peut-être du fait de l'ancienneté de son passage en Palestine (2008) sa vision des choses ne colle-t-elle plus tout à fait à la réalité de terrain car il semble ne pas prendre réellement la mesure de la Résistance sur le terrain et de l'existence des mouvements politiques.

**Le 23 septembre**, la demande d'adhésion d'un Etat Palestinien est déposée à l'Assemblée générale de l'ONU. Les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils mettraient leur veto si cette demande était déposée au Conseil de Sécurité de l'ONU.

**Le 11 octobre**, Nétanyahou annonce qu'un accord a été conclu avec le Hamas, portant sur la libération de Gilad Shalit en échange de celle d'un millier de prisonniers palestiniens. La libération de Shalit et d'une première vague de près de 500 prisonniers interviendra le 18.

**Le 31 octobre**, les Palestiniens obtiennent le statut de membre à part entière de l'UNESCO. Les Américains et les Israéliens menacent de couper leur financement aux activités de l'UNESCO. Le drapeau palestinien flotte sur un des bâtiments de l'ONU.

### **14 novembre 2011**

**Conférence Angela Godfrey-Goldstein avec le film sur les Bédouins de Malé Adoumim** : « Nowhere left to go : plus nulle part où aller ». Expulsion, pression constante etc... Dans cette présentation, nous avons eu l'impression que les possibilités d'évolution de la société israélienne sont totalement bouchées.

**19 décembre**, les députés vaudois refusent de sanctionner l'UBS.

### **15, 16, 17 décembre 2011: Marché de Noël solidaire avec la Fedevaco**

A Pôle Sud : on renouvelle l'expérience du marché de Noël des associations qui permet de contacter et informer un public plus large et de faire une bonne recette.

### **Décembre 2011**

**Le Musée de l'Elysée prépare une exposition de photos** de plusieurs artistes dont une artiste palestinienne, dans le cadre d'un concours sponsorisé par la maison Lacoste. Pour cette édition 2011, 8 artistes ont été sélectionnés pour concourir. Il leur a été demandé de produire 3 photos sur le thème de la joie de vivre.

Chacun d'entre eux, doté d'une bourse de

4000 euros, avait carte blanche pour interpréter ce thème comme il l'entendait, de manière directe ou indirecte, avec authenticité ou ironie, en se basant, ou pas, sur son travail antérieur.

Un jury d'experts doit se réunir à la fin janvier pour choisir le gagnant de ce prix.

Après avoir retenu l'artiste palestinienne Larissa Sansour, la maison Lacoste fait volte-face et réfute cette dernière au prétexte que son œuvre est trop politique. Il s'en suit une réaction à l'échelle européenne avec envoi de lettres de soutien au musée qui entend soutenir l'artiste. Le CUP envoie un courrier par le biais de son président et les membres s'expriment également individuellement.

Le Musée de l'Elysée décide de stopper l'organisation du prix en raison de la censure intolérable dont a été victime l'artiste palestinienne Larissa Sansour et propose même d'exposer sa série dans son enceinte. Il réaffirme ainsi son désir de défendre avec force les artistes, leur travail, la liberté artistique et la liberté d'expression. En prenant cette décision aujourd'hui, le Musée de l'Elysée est fidèle à son engagement envers ses valeurs fondamentales et prouve que l'on peut s'opposer à la dictature sioniste.

**En 2011**, le CUP soutient financièrement le comité de soutien au TRP, le projet Vallée du Jourdan, « un bateau pour Gaza » via l'association Droit pour tous, et les Anarchistes contre le mur en finançant les frais juridiques de Bil'in.

### **Année 2012**

**En janvier : lancement de l'action contre les diamants.** Suite à l'initiative de Pascale, une pétition adressée à l'Association suisse des magasins spécialisés en horlogerie et bijouterie demandant une révision du Processus de Kimberley et l'interdiction de la vente de diamants en provenance d'Israël

a été élaborée. Là aussi des signatures ont été récoltées tous les samedis au stand.

**22 janvier :** Une exposition sur l'architecture sioniste est présentée au musée suisse de l'architecture, à Bâle. Il s'agit d'une exposition très « unilatérale » soutenue malheureusement par la Confédération, dans laquelle on ne parle pas des Palestiniens. Cette exposition reflète très nettement la stratégie d'élimination du projet israélien. Une contre-visite est organisée à l'initiative de la solidarité bâloise. Elle sera suivie par plusieurs membres du CUP et donnera lieu à un communiqué.

**4 février :** Les socialistes chrétiens organisent une journée de réflexion sur le sujet : « Palestine et Israël demain ? » avec la participation de Mme Calmy-Rey qui appelle à soutenir l'Initiative de Genève. Le CUP lutte pour le droit des Palestiniens à décider de leur avenir, mais ne veut pas leur imposer une solution. L'Initiative de Genève voulait, au départ, démontrer qu'il était possible de discuter, mais les politiques se sont emparés du projet pour imposer leurs vues, et le CUP n'a pas à prendre position là-dessus. Mme Calmy-Rey a insisté sur la sécurité d'Israël mais n'a rien dit sur celle de la Palestine. Son intervention était intéressante pour sa mise en perspective du cadre géopolitique, mais pour le reste elle défendait son projet de l'Initiative de Genève.

**Le 6 février,** un accord inter-palestinien est signé à Doha entre le Hamas et le Fatah. Le gouvernement provisoire, qui sera annoncé le 18 février au Caire, sera chargé de préparer les élections présidentielles et législatives.

**14 février : Réunion nationale du mouvement BDS** à laquelle le CUP participe. On y fait le point sur les ruses des Israéliens qui, sous la pression du boycott alimentaire,

ont changé l'appellation d'Agrexco en Méhadrin et ouvrent un site à Olten.

L'accent est mis sur la nécessité de continuer à interpeller régulièrement Coop et Migros, ainsi que les importateurs, sur leur complicité qui les implique dans le vol de l'eau et des terres et dans les violations des droits humains, ceux du travail en particulier. Ces pratiques, qui vont à l'encontre des chartes éthiques affichées par les deux groupes, sont dénoncées dans une argumentation extrêmement bien documentée qui les replace dans le contexte historique et économique des Territoires occupés.

**Le 31 mars a lieu une grande manifestation à Berne** dans le cadre de la semaine contre l'apartheid qui sera le maître mot de l'année 2012. Cette manifestation se fait en parallèle avec la marche pour Jérusalem : cette marche a été initiée par le Conseil Consultatif de la Marche Mondiale sur Israël, formée de dizaines d'associations de par le monde, de toutes obédiences religieuses, politiques, etc. La déclaration que ce conseil a signée peut se résumer dans les grandes lignes à ce qui suit :

« Nous condamnons la campagne sioniste de nettoyage ethnique à Jérusalem et dans le reste de la Palestine, y compris toutes les dispositions en cours visant à changer les caractéristiques démographique et géographique de la ville, dont le but est sa judaïsation. Nous condamnons aussi la poursuite de la construction du mur d'apartheid par les forces de l'occupation sioniste, qui vise à exproprier davantage de terres palestiniennes et à transformer les zones occupées en cantons exigus isolés les uns des autres. »

**Le dimanche 15 avril,** le racisme de l'Etat d'Israël et d'Air France éclate en pleine lumière, dans le cadre des opérations conjointes des services secrets israéliens

et de la compagnie aérienne pour empêcher des gens de se rendre en Palestine. Il est ainsi prouvé qu'il faut se déclarer Juif et/ou être porteur d'un passeport israélien pour avoir le droit de voyager. L'impressionnante alliance du gouvernement israélien, des gouvernements européens et des compagnies aériennes n'a pu venir à bout de la volonté des participants à la mission Bienvenue Palestine : plusieurs dizaines d'entre eux sont tout de même parvenus à voler jusqu'à l'aéroport israélien de Tel Aviv (Ben Gourion) et à y déclarer, face aux centaines de policiers massés contre eux : « Je me rends à Bethléem, en Palestine occupée ». Ils ont été accueillis également par une poignée de militants israéliens qui ont payé d'une arrestation immédiate le fait d'avoir déployé à la sortie de l'aéroport une petite pancarte « Welcome to Palestine ». Le même matin, de nombreuses manifestations se sont déroulées dans les aéroports de Bâle, Bruxelles, Rome, Paris, Nice, Genève ou encore Istanbul.

Cette initiative a rencontré un écho au niveau mondial, y compris dans les médias israéliens où les mensonges de la propagande officielle ont été largement remis en question.

Nous aurions aimé écrire: *Fin du chapitre premier : le conflit israélo-palestinien*, et: *Début du chapitre II : Palestine, terre de liberté*. Mais tant que nous ne pourrons pas l'écrire, le Collectif Urgence Palestine Vaud ne baissera pas les bras.

Que vive la Palestine !



# CRÉDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'Entre les Lignes sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans Entre les Lignes sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

## **Comité de rédaction:**

Raymond George, Pierrette Iselin,  
Marie-Ange Méhay-Christophel,  
Caroline Finkelstein

## **Rédaction:**

Raymond George, Pierrette Iselin,  
Marie-Ange Méhay-Christophel,  
Caroline Finkelstein, Pierre Krenger

## **Design:**

Dana Issa

## **Impression:**

Atelier Papyrus, Lausanne  
[www.atelierpapyrus.ch](http://www.atelierpapyrus.ch)

## **Corrections:**

Pierrette Iselin, Raymond George

Le contenu d'*Entre les Lignes* peut être diffusé et reproduit librement, à condition que soient mentionnés le titre de l'article, le nom de l'auteur et la source avec la référence [www.cupvd](http://www.cupvd).



S'ABONNER